

L'ajournement

et cela nous inquiète vivement. Là où le député et moi différons d'opinion, c'est quand il propose que nous fassions la guerre commerciale aux États-Unis et instaurions des mesures protectionnistes s'ils n'accèdent pas à nos demandes. Nous nous rendrions coupables du comportement même que nous leur reprochons. Le député a raison. Nous avons fait part de notre désaccord aux Américains. Nous avons fait connaître nos inquiétudes au gouvernement des États-Unis qui, nous l'espérons, accueillera favorablement nos demandes.

LA CONSTRUCTION NAVALE—LES ENTRETIENS AVEC DES
REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE AU NOUVEAU-BRUNSWICK.
(B) L'EXAMEN DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, depuis plusieurs semaines, j'essaie de forcer le gouvernement à annoncer la politique de construction navale qu'il aurait dû nous dévoiler il y a longtemps et que, pour une raison quelconque, il garde secrète. Il refuse de la rendre publique. Je vous dis, monsieur le Président, que de nombreux travailleurs sont furieux que le gouvernement hésite à publier les résultats de l'étude réalisée sur la construction navale. Cette politique touche leur gagne-pain et l'avenir de leur famille.

Il est important de reconnaître que la construction navale est un secteur essentiel pour les Maritimes. Nous avons des chantiers navals établis sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, de même que sur les rives du Saint-Laurent. Les travailleurs de cette industrie sont dans une situation désespérée. Ils se rendent compte que le gouvernement ne se soucie pas de leurs difficultés. Ils savent que le gouvernement s'est doté d'une politique de construction navale depuis deux ans et demi, et au cours de cette période ils l'ont vu accorder des contrats d'une valeur d'au moins un milliard et demi de dollars à des pays étrangers où l'on construit des navires qui auraient pu l'être ici. C'est affligeant pour eux.

• (2210)

J'ai été stupéfié d'entendre ce soir le député de Comox-Powell River (M. Skelly) dire à la Chambre que notre parti faisait preuve d'une incroyable hypocrisie en adoptant des principes et une théorie que partage le gouvernement alors qu'il sait parfaitement bien que c'est entièrement la faute de son parti si le gouvernement est aujourd'hui au pouvoir. Ce même député a pris la parole à la Chambre et versé des larmes de crocodile au nom des travailleurs des chantiers maritimes du pays alors qu'il sait parfaitement bien que c'est entièrement la faute de son parti si les gens d'en face sont au pouvoir et décident des activités des chantiers navals.

D'après certains renseignements, monsieur le Président, il est permis de croire que le ministère des Pêches songe à acheter des chalutiers en Europe pour la pêche au large des côtes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Voilà des nouvelles bien affligeantes pour les travailleurs des chantiers navals du pays en général, et ceux de la région de l'Atlantique en particulier. Il a été aussi extrêmement affligeant pour les travailleurs des chantiers navals de tout le pays d'apprendre que le même ministère compte acheter un chalutier-congélateur au Japon pour le transformer en navire de recherches.

En mars dernier, monsieur le Président, l'industrie de la construction navale au Canada comptait 18,000 travailleurs alors qu'elle en compte beaucoup moins aujourd'hui. Ces travailleurs ne connaîtront pas un Noël bien agréable cette année.

Beaucoup d'entre eux ont été mis à pied à cause de l'incurie et de l'incompétence dont le gouvernement a fait preuve en ne parvenant pas à remédier aux difficultés de cette industrie.

Comment se fait-il qu'on va faire l'acquisition de British Petroleum au coût de plus de 600 millions de dollars, monsieur le Président? Cette initiative ne nous donnera pas un seul emploi, mais cela n'a rien d'étonnant de la part du gouvernement. Comment se fait-il que Dome Petroleum, que le gouvernement sauve de la débâcle grâce à un investissement de millions de dollars, va acheter à l'étranger des plates-formes submersibles qui pourraient fort bien être construites au Canada?

• (2215)

Ce qui m'enrage ce soir, à l'instar de bon nombre de mes compatriotes de la région atlantique, c'est que malgré nos démarches répétées auprès du gouvernement pour qu'il propose la révision de sa politique en matière de construction navale, qui est terminée et a été approuvée par le cabinet, rien ne semble venir. Je défie le gouvernement de réfuter cette allégation. Pendant deux ans et demi, tandis que les Canadiens souffraient, nous avons exporté pour des millions de dollars de travail, mais le secrétaire parlementaire ne pourra pas régler tous ces problèmes ce soir en répondant aux questions que j'ai soulevées. Il est tout à fait incroyable que le gouvernement méprise à tel point la situation des travailleurs canadiens.

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Au contraire, monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de répondre ce soir au député de Fundy-Royal (M. Corbett). S'il croit que notre pays sera en mesure de construire tous les navires et toutes les embarcations dont les Canadiens ont besoin, il se trompe. C'est regrettable, mais notre pays devra se spécialiser et trouver des créneaux à prendre sur le marché international. Cela ne veut pas dire que nous ayons réalisé tout notre potentiel dans le domaine de la construction navale, mais je ne suis pas aussi pessimiste que le député de Fundy-Royal.

Le 22 novembre dernier, le ministre d'État chargé du Développement économique (M. Johnston) a lancé une série de négociations intensives sur les problèmes de développement économique et régional. Il s'est rendu dans la province du Nouveau-Brunswick pour s'y entretenir avec le premier ministre M. Hatfield, qui a dit approuver le programme de réorganisation entrepris par le ministre. Il s'est également entretenu avec des représentants des syndicats et du patronat à Saint-Jean. Ces discussions ont été, semble-t-il, extrêmement franches et intéressantes.

La Saint John Shipbuilding and Drydock Company est, selon moi, une société de construction navale dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Nous devrions parler de certaines de nos réussites au lieu de dénigrer continuellement l'industrie canadienne. Cette société a obtenu un contrat de 100 millions de dollars pour une plate-forme de forage semi-submersible, contrat qui fournira du travail pour 1,500 années-personnes. Elle a également obtenu le contrat pour la construction des nouveaux brise-glaces de type 1100 nécessaires pour remplacer les anciens. Elle a également décroché un contrat de 1.6 million pour la remise en état du garde-côte *Louis St-Laurent*. Le gouvernement fédéral a versé plus de 12 millions de dollars